

# **Document - Tunisie. Les législateurs tunisiens doivent saisir la dernière occasion qui se présente d'inscrire les droits humains pour tous dans la nouvelle Constitution de la Tunisie**

## **AMNESTY INTERNATIONAL**

### **COMMUNICATION**

AILRC-FR

5 juin 2013

Index AI : MDE 30/005/2013

### **Les législateurs tunisiens doivent saisir la dernière occasion qui se présente d'inscrire les droits humains pour tous dans la nouvelle Constitution de la Tunisie**

Amnesty International engage une fois encore l'Assemblée nationale constituante (ANC) tunisienne, qui devrait bientôt se prononcer sur le projet de constitution, à faire en sorte que le nouveau texte garantisse pleinement les droits fondamentaux pour tous, conformément aux obligations de la Tunisie au regard du droit international relatif aux droits humains.

La troisième ébauche de la nouvelle Constitution, initialement présentée devant l'ANC le 22 avril, a été modifiée à l'issue de débats entre les partis politiques et rendue publique le 1er juin. L'adoption de ce texte, d'abord article par article, puis dans son intégralité, devant bientôt avoir lieu, Amnesty International demande instamment à l'ANC de mettre ce texte en conformité avec les normes internationales relatives aux droits humains. Si le projet de constitution dans son intégralité n'obtient pas au moins deux tiers des votes des membres de l'ANC, il sera soumis à un référendum national.

Le texte maintient des garanties en faveur de plusieurs droits économiques, sociaux et culturels. Il inclut notamment des dispositions sur le droit de travailler dans des conditions équitables, le droit de créer des syndicats, le droit à l'éducation et le droit à la santé. Les restrictions qui pesaient sur le droit de grève ont été supprimées dans le projet de constitution du 1er juin. Amnesty International déplore toutefois que le texte ne protège pas le droit à un logement convenable ni n'interdise les expulsions forcées.

On retrouve dans cette ébauche une disposition relative à l'imprescriptibilité du crime de torture. Par rapport à la première ébauche d'août 2012 et à la deuxième de décembre 2012, des dispositions positives ont été ajoutées, concernant en particulier le droit d'asile.

Cependant, malgré les modifications apportées depuis le 22 avril, le projet actuel continue de porter atteinte aux principes du droit international relatif aux droits humains, par exemple à l'universalité des droits et à la primauté du droit international sur le droit national. La notion de liberté d'opinion a été ajoutée, mais le texte ne garantit pas expressément la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ou encore celle de ne pas pratiquer. Il n'énonce pas non plus les motifs de discrimination interdits.

En outre, le projet de constitution limite, en termes vagues, certains droits fondamentaux comme le droit à la liberté d'expression, le droit de réunion et d'association pacifiques, et le droit de circuler librement, introduisant de fait des dispositions restrictives. Il ne précise pas les droits auxquels il ne peut être dérogé sous l'état d'urgence, et prévoit des restrictions au droit à la vie qui sont contraires aux obligations internationales relatives aux droits humains de la Tunisie.

Le projet de constitution ne fait pas non plus mention des garanties nécessaires pour assurer l'indépendance de la justice, veiller au respect du droit à un procès équitable, prohiber en toutes circonstances les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et défendre le principe de non-refoulement.

Amnesty International exhorte l'ANC à montrer la voie en défendant dans la nouvelle Constitution les aspirations des millions de Tunisiens qui ont manifesté en 2011 contre la répression et l'injustice. La nouvelle Constitution de la Tunisie doit être le signe d'un nouveau départ, faisant table rase des violations commises dans le passé, et devenir un puissant instrument de protection des droits humains.

L'ANC doit réviser les articles cités ci-après du projet de constitution qui bafouent les droits fondamentaux et combler les lacunes que présente toujours ce texte en matière de protection de ces droits :

1. Universalité des droits humains, liberté de pensée, d'opinion, de conviction et de religion, et non-discrimination

L'universalité des droits humains et la primauté du droit international relatif aux droits humains sur le droit national

Le préambule définit les fondements de la Constitution, qui repose sur les principes fondamentaux de l'Islam et de ses finalités, caractérisées par l'ouverture et la modération, ainsi que sur les nobles valeurs humaines et les principes des droits humains universels. Le passage subordonnant les principes des droits humains universels à leur conformité aux « spécificités culturelles du peuple tunisien » a été supprimé.

L'article 19 du projet de constitution dispose que les conventions internationales ratifiées par le Parlement priment sur les lois nationales mais pas sur la Constitution.

Ces dispositions pourraient permettre à la Tunisie de renoncer à ses obligations internationales au motif qu'elles ne sont pas conformes à la Constitution ou aux principes fondamentaux de l'Islam.

En outre, aux termes de l'article 141, aucune révision constitutionnelle ne peut porter atteinte à l'Islam en tant que religion de l'État. Amnesty International craint que cette disposition ne soit interprétée dans un sens contraire aux droits humains, notamment aux droits à la liberté de pensée, d'opinion et de conviction, au principe de non-discrimination et à celui de l'égalité de tous devant la loi.

Ces dispositions ne sont pas compatibles avec la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993, qui établissent :

« Tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés. La communauté internationale doit traiter des droits de l'homme globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance. S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des Etats, quel qu'en soit le système politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales. »

Elles sont aussi contraires à l'article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités qui dispose qu'une partie « ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité ».

Amnesty International demande à l'ANC d'inclure dans la Constitution une disposition donnant directement force de loi aux traités régionaux et internationaux relatifs aux droits humains et au droit international coutumier relatif aux droits humains dans l'ordre juridique national tunisien. Cette disposition doit également établir clairement que toute interprétation des lois nationales et de la Constitution doit être pleinement compatible avec ces obligations internationales relatives aux droits humains.

La liberté de pensée, d'opinion, de conviction et de religion

À la suite d'une modification du projet présenté le 22 avril devant l'ANC, l'État garantit désormais la liberté d'opinion ainsi que la liberté de croyance et de pratique religieuse.

Le texte actuel définit les droits à la liberté d'opinion, de conviction et de religion comme un devoir de l'État, mais ne garantit pas ces droits à titre de droits individuels.

Amnesty International engage l'ANC à veiller à ce que la nouvelle Constitution garantisse expressément le droit d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ou celui de ne pas pratiquer, et précise que nul ne peut faire l'objet de contraintes pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

### La non-discrimination

Le projet actuel continue d'incorporer des dispositions qui ne garantissent pas pleinement, ou bafouaient, le principe de non-discrimination. L'article 20, qui proclame que « tous les citoyens et les citoyennes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs [et qu'ils] sont égaux devant la loi sans discrimination aucune », exclut toujours les personnes qui ne sont pas tunisiennes, ce qui va à l'encontre des obligations qu'impose le droit international relatif aux droits humains à la Tunisie, tenue de défendre les droits de toutes les personnes présentes sur son territoire et soumises à sa juridiction. Cet article (comme dans les moutures précédentes) ne précise pas non plus d'autres motifs de discrimination prohibés, notamment la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

L'article 45 contient des dispositions positives, affirmant que l'État garantit la protection des droits de la femme et soutient ses acquis. Il garantit aussi l'égalité des chances entre la femme et l'homme en matière de prise de responsabilités, et l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard de la femme. Il n'est cependant pas indiqué clairement que les hommes et les femmes sont égaux ni qu'ils ont droit à la pleine égalité en droit et en pratique ainsi qu'à l'égalité des chances dans tous les domaines de la vie civile, politique, économique, sociale et culturelle, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains.

Qui plus est, le projet actuel continue d'énoncer que seule une personne musulmane peut accéder à la présidence.

L'ANC doit veiller à ce que la non-discrimination et l'égalité de tous devant la loi s'appliquent aussi aux étrangers et, en pratique, à toute personne se trouvant sous la juridiction des autorités tunisiennes. La nouvelle Constitution doit également préciser les motifs de discrimination prohibés, notamment la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, reconnaître l'égalité entre l'homme et la femme, et disposer qu'ils ont droit à la pleine égalité en droit et en pratique ainsi qu'à l'égalité des

chances dans tous les domaines de la vie y compris, sans limitation, dans les domaines civil, culturel, économique, politique et social.

## 2. Très nombreuses restrictions ou dérogations imposées aux droits humains

Si le projet de constitution consacre plusieurs droits fondamentaux, comme les droits à la vie, à la liberté d'expression, d'association et de réunion, ainsi que de circuler librement, les dispositions garantissant ces droits incluent des restrictions formulées en termes vagues, susceptibles d'être invoquées pour limiter arbitrairement l'exercice de ces libertés essentielles. Le texte autorise aussi des dérogations en cas d'état d'urgence. Il dispose que les droits et libertés peuvent faire l'objet de restrictions, dès lors qu'elles ne sont pas de nature à compromettre l'essence de ces droits et libertés et qu'elles sont inscrites dans la loi, dans le but de protéger les droits d'autrui et aux fins de défense de la sécurité nationale, de la sûreté publique ou de la santé publique. Cependant, il ne précise pas que certains droits ne peuvent en aucun cas faire l'objet de dérogation, et que ceux susceptibles d'être exceptionnellement restreints dans un but légitime ne peuvent l'être que si cela est manifestement nécessaire et uniquement de façon proportionnée pour protéger ce but.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) accepte des restrictions du droit de circuler librement et des libertés d'expression, de réunion et d'association, à condition que ces restrictions soient prévues par la loi, qu'elles soient nécessaires dans une société démocratique pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et qu'elles soient compatibles avec les autres droits reconnus par le Pacte.

Dans ses Observations générales n° 10, 22, 27 et 34, le Comité des droits de l'homme a précisé les conditions d'application de restrictions.

Le projet actuel autorise des dérogations au droit à la vie « dans des cas extrêmes fixés par la loi ». Il définit également les conditions de déclaration de l'état d'urgence, sans préciser qu'il ne peut en aucun cas être dérogé à certains droits et certaines libertés fondamentales, comme cela a été expliqué par le Comité des droits de l'homme dans son Observation générale n° 29.

### La liberté d'opinion et d'expression

Malgré les garanties en faveur de la liberté d'association, de la liberté de réunion et de la liberté d'expression, prévues aux articles 30, 31, 34 et 36 respectivement, les dispositions de ces articles risquent d'entraîner une limitation arbitraire de ces droits dans les lois nationales.

L'article 30, qui garantit le droit aux libertés d'opinion, de pensée, d'expression, d'information et de publication, affirme que ces libertés ne peuvent être limitées que par une loi qui protège les droits des tiers, leur réputation, leur sécurité et leur santé. L'article 31 garantit le droit d'accès à l'information « à condition de ne pas compromettre la sécurité nationale, l'intérêt général ou les données personnelles d'autrui ».

Amnesty International est particulièrement préoccupée par l'absence d'entière protection de la liberté d'expression dans le projet actuel de constitution car, au cours de l'année passée, des journalistes, des blogueurs, des opposants et des artistes ont été menacés d'être poursuivis en justice, voire ont été emprisonnés uniquement parce qu'ils avaient exprimé leurs opinions sans recourir à la violence.

L'organisation demande à l'ANC de réviser ces articles pour qu'ils soient conformes aux obligations de la Tunisie au titre de l'article 19 du PIDCP, dont les dispositions ont été clarifiées par le Comité des droits de l'homme dans ses Observations générales n° 10 et 34 : toute restriction de ces droits doit être fixée par la loi, ordonnée à des fins de protection d'un but légitime, et nécessaire et proportionnée à la protection de ce but.

#### La liberté de réunion et d'association

L'article 34 dispose que la loi fixe les procédures de formation des partis politiques, des syndicats et des associations. De façon similaire, aux termes de l'article 36, le droit de réunion pacifique doit être exercé selon les exigences procédurales prévues par la loi.

Concernant le droit de réunion pacifique, le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit de réunion pacifique et d'association a déclaré que « l'exercice des libertés fondamentales ne [devait] être soumis à aucune autorisation préalable des autorités [...] mais, tout au plus, à une procédure de notification préalable ». Il a demandé aux États d'inscrire dans leur législation ce postulat en faveur du droit de réunion pacifique.

Amnesty International engage l'ANC à faire figurer ce postulat dans la Constitution et à s'assurer que toute restriction imposée au droit à la liberté de réunion et d'association soit strictement nécessaire dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui.

#### Le droit de circuler librement

L'article 23 dispose que l'État doit protéger le droit de choisir son lieu de résidence, de circuler librement à l'intérieur du pays ainsi que le droit de le quitter. Il autorise l'application de restrictions à ces droits dans les cas définis

par la loi et sur la base d'une décision de justice. Il ne précise toutefois pas que ces restrictions doivent être exceptionnelles, strictement limitées à celles autorisées à l'article 12(3) du PIDCP et qu'elles ne doivent pas porter atteinte à l'essence même du droit de circuler librement.

Dans son Observation générale n° 27 sur la liberté de circulation (au paragraphe 13), le Comité des droits de l'homme a déclaré :

« Lorsqu'ils adoptent des lois instituant des restrictions autorisées conformément au paragraphe 3 de l'article 12, les États devraient toujours être guidés par le principe selon lequel les restrictions ne doivent pas porter atteinte à l'essence même du droit (voir le paragraphe 1 de l'article 5) ; le rapport entre le droit et la restriction, entre la règle et l'exception, ne doit pas être inversé. Les lois autorisant l'application de restrictions devraient être formulées selon des critères précis et ne peuvent pas conférer des pouvoirs illimités aux personnes chargées de veiller à leur application. »

Amnesty International prie instamment l'ANC d'indiquer dans la Constitution que toute restriction du droit de circuler librement doit respecter pleinement l'article 12(3) du PIDCP et être compatible avec les autres droits humains, en particulier le droit à l'égalité et le droit à la non-discrimination. Il doit également être précisé que toute personne dont le droit de circuler librement est restreint doit être informée des motifs de ces mesures restrictives et de la marche à suivre pour les contester.

#### Le droit à la vie

L'article 21 dispose que le droit à la vie est sacré et qu'il ne peut lui être porté atteinte que dans des cas extrêmes fixés par la loi ; par conséquent, il ne protège pas pleinement le droit à la vie. Le droit tunisien prévoit toujours la peine capitale pour 21 infractions, dont certaines n'ont pas de conséquences mortelles. À la suite des recommandations en faveur de l'abolition de la peine capitale formulées lors de l'Examen périodique universel du pays par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies en septembre 2012, la Tunisie a fait observer que cette question devait d'abord faire l'objet d'un débat national.

Amnesty International exhorte l'ANC à modifier cette disposition et à garantir pleinement le droit à la vie dans la nouvelle Constitution.

#### L'état d'urgence

Le projet actuel autorise le président à proclamer l'état d'urgence sous certaines conditions (article 79), mais n'est toujours pas compatible avec les normes internationales relatives aux situations d'urgence.

Les circonstances dans lesquelles il peut être dérogé à ces normes internationales et qui sont précisées à l'article 4 du PIDCP, les droits considérés par le PIDCP et le Comité des droits de l'homme comme non susceptibles de dérogation, ainsi que les limites aux mesures dérogatoires prévues à l'article 4 du PIDCP et expliquées par le Comité des droits de l'homme, doivent être explicitement incorporés dans la Constitution.

L'article 4 du PIDCP énumère un certain nombre de dispositions auxquelles il ne peut en aucun cas être dérogé, à savoir : le droit à la vie, le droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements, le droit de ne pas être tenu en esclavage, le droit pour une personne de ne pas être emprisonnée au motif qu'elle n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle, le principe de légalité en matière pénale, la reconnaissance de la personnalité juridique de chacun, et la liberté de pensée, de conviction et de religion.

Le Comité des droits de l'homme explique dans son Observation générale n° 29 qu'il ne peut, par voie de conséquence, pas être dérogé à un certain nombre d'autres dispositions du PIDCP. Par exemple, « [l]es États parties ne peuvent en aucune circonstance invoquer l'article 4 du Pacte pour justifier des actes attentatoires au droit humanitaire ou aux normes impératives du droit international, par exemple une prise d'otages, des châtiments collectifs, des privations arbitraires de liberté ou l'inobservation de principes fondamentaux garantissant un procès équitable comme la présomption d'innocence ».

L'ANC doit s'assurer que la nouvelle Constitution énonce explicitement les droits non susceptibles de dérogation pendant un état d'urgence.

### 3. Garanties insuffisantes en matière d'indépendance de la justice, d'équité des procès et de protection contre la torture et d'autres formes de mauvais traitements

#### L'indépendance de la justice

L'indépendance du pouvoir judiciaire est une condition préalable essentielle au plein respect des droits humains, à la fois parce qu'elle est expressément requise comme aspect du droit à un procès équitable, que le pouvoir judiciaire doit, plus généralement, jouer un rôle fondamental pour garantir le respect des droits humains et que son indépendance doit être garantie pour qu'il puisse véritablement jouer ce rôle.

Amnesty International est particulièrement préoccupée par la composition du Conseil supérieur de la magistrature et par le fait que les principes essentiels d'inamovibilité des juges ainsi que les principales garanties d'équité des procès ne sont pas explicitement reconnus.



Le chapitre 5 du projet de constitution, consacré au pouvoir judiciaire, dispose que la justice est indépendante et que les juges sont indépendants et qu'ils ne sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions qu'à l'autorité de la Constitution et de la loi.

Cependant, il ne précise pas clairement que le pouvoir judiciaire est totalement indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Il n'inclut pas non plus de garanties suffisantes concernant en particulier la nomination des magistrats, leur mandat, leur avancement ou les sanctions qui peuvent leur être infligées. Le principe essentiel de l'inamovibilité des juges n'est pas inscrit dans l'ébauche actuelle de constitution.

L'article 101 prévoit que les magistrats doivent être neutres, compétents et intègres, et l'article 102 qu'ils bénéficient d'une immunité judiciaire qui ne peut être levée que par le Conseil supérieur de la magistrature. Aux termes de l'article 104, les magistrats ne peuvent être mutés, sans leur accord, et ils ne peuvent être ni révoqués ni suspendus de leurs fonctions et ne peuvent subir de sanction disciplinaire que dans les cas et selon les garanties formulées par la loi et par décision motivée du Conseil supérieur de la magistrature.

Le texte actuel précise les procédures de nomination, de maintien dans leurs fonctions, de promotion, de suspension et de limogeage des magistrats, sans toutefois énoncer de critères spécifiques ni respecter pleinement les exigences du PIDCP telles qu'elles ont été interprétées par le Comité des droits de l'homme et les Principes fondamentaux des Nations unies relatifs à l'indépendance de la magistrature. Par ailleurs, il n'indique pas clairement que les magistrats doivent être nommés en fonction de leur compétence, de leur formation et de leurs qualifications sans discrimination aucune.

On trouve également dans le chapitre 5 quelques garanties relatives au Conseil supérieur de la magistrature, organe chargé de recommander la nomination des juges et de superviser leur travail, ainsi que les fonctions de cet organe. Les articles du projet de constitution traitant de cet aspect ne garantissent pas l'entière indépendance de cet organe par rapport aux pouvoirs exécutif et législatif. Par ailleurs, il n'est pas fait mention des critères et procédures de nomination de ses membres, composés de juges et de non-juges qui, réunis, constituent plus de la moitié des membres du Conseil supérieur de la magistrature. Ce texte laisse donc la porte ouverte au contrôle d'une majorité des membres de cette instance par le pouvoir exécutif, sapant ainsi l'indépendance du pouvoir judiciaire.

L'article 108 prévoit que les trois conseils qui forment le Conseil supérieur de la magistrature sont compétents pour connaître des questions relatives à la carrière et à la discipline des magistrats. Il ne précise pas les motifs

d'engagement de procédures disciplinaires à l'encontre des juges, ni que ces procédures doivent être équitables, objectives, impartiales et soumises à un examen indépendant, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains traitant de l'indépendance de la justice.

Sous le régime de l'ancien président Ben Ali, la magistrature était inféodée à l'exécutif et manquait d'indépendance. En conséquence, les Tunisiens n'avaient plus confiance dans la capacité du pouvoir judiciaire à rendre justice de façon impartiale et indépendante ni dans l'état de droit. Il est donc essentiel que la nouvelle Constitution offre toutes les garanties d'indépendance de la magistrature et d'impartialité de la justice. Amnesty International demande à l'ANC de veiller à ce que ce texte :

énonce clairement que le pouvoir judiciaire, dont les membres du Conseil supérieur de la magistrature, est totalement indépendant du pouvoir exécutif ;  
prévoit l'inamovibilité des juges ;

définisse des procédures claires et équitables ainsi que des critères objectifs pour la nomination, la rémunération, le mandat, l'avancement, la suspension et la révocation des membres de l'appareil judiciaire, ainsi que pour les sanctions disciplinaires prises à leur encontre, qui soient conformes aux exigences du PIDCP telles qu'elles ont été interprétées par le Comité des droits de l'homme ;

prévoit une procédure selon laquelle la rémunération appropriée des magistrats, leurs conditions d'emploi, leurs pensions et l'âge de la retraite sont déterminés par un organisme indépendant du pouvoir exécutif ;

dispose que les juges sont nommés en fonction de leur compétence, de leur formation et de leurs qualifications sans aucune discrimination, notamment pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de religion, d'opinions politiques ou autres, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

**Le droit à la liberté et le droit à un procès équitable**

On trouve, aux articles 26 à 28, certaines garanties qui protègent le droit à la liberté et le droit à un procès équitable, mais le projet actuel ne contient toujours pas les garanties précises inscrites dans l'article 14 du PIDCP. En outre, les garanties insuffisantes en matière d'indépendance de la justice constituent elles aussi une menace pour le droit à un procès équitable.

La nouvelle Constitution doit prévoir des garanties supplémentaires, notamment le droit d'être présenté rapidement devant un tribunal, d'être jugé dans un délai raisonnable ou libéré ; l'accès à des voies de recours utiles

pour contester le bien-fondé de la détention devant un tribunal et, si elle est jugée illégale, une remise en liberté ; le droit de s'entretenir en privé avec un avocat indépendant immédiatement après le placement en détention ; le droit d'être jugé par une juridiction civile de droit commun (hormis dans le cas spécifique des membres de l'armée jugés dans le cadre d'affaires concernant exclusivement la discipline militaire interne).

### L'interdiction de la torture

Amnesty International s'inquiète de l'absence dans le projet de constitution d'une définition de la torture compatible avec l'article 1 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, que la Tunisie a ratifiée, ainsi que de celle de l'interdiction explicite des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Étant donné l'utilisation très répandue de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par les forces de sécurité et l'administration pénitentiaire sous le régime de l'ancien président Ben Ali, et les informations récentes faisant état de tortures et d'autres mauvais traitements, la nouvelle Constitution doit protéger pleinement les personnes contre ces crimes.

Il convient de modifier le texte dans sa version actuelle de sorte qu'il contienne une définition de la torture compatible avec l'article 1 de la Convention contre la torture. Il doit notamment interdire de manière explicite toutes les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris les châtiments corporels ; préciser qu'aucune circonstance exceptionnelle quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ni aucun ordre d'un supérieur ou d'une autorité publique, ne peut justifier de tels agissements ; et garantir qu'aucune information obtenue à la suite d'actes de torture ou d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants ne soit retenue à titre de preuve dans une procédure, quelle qu'elle soit, si ce n'est contre la personne accusée de torture pour établir qu'une déclaration a été faite.

### Les réfugiés, les demandeurs d'asile et le principe de non-refoulement

Amnesty International salue l'inclusion dans la troisième mouture de l'article 25, qui garantit le droit d'asile politique et prohibe le renvoi forcé de réfugiés politiques.

L'organisation exhorte l'ANC à étoffer cet article pour que la Constitution consacre le droit de demander l'asile pour échapper à la persécution et à d'autres formes de graves atteintes, conformément aux obligations de la Tunisie au regard de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967 (Convention relative aux réfugiés des Nations

unies) et de la Convention de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique (Convention relative aux réfugiés de l'Organisation de l'unité africaine).

Amnesty International engage également l'ANC à veiller à ce que la Constitution énonce le droit d'être protégé contre le refoulement et garantisse une protection contre l'expulsion, l'extradition, le transfert ou tout autre type de renvoi judiciaire ou extrajudiciaire vers un pays ou un territoire où la personne renvoyée courrait un risque réel de subir de graves violations des droits humains. Le principe de non-refoulement est la clé de voûte du système de protection internationale. Ce principe est inscrit dans différents instruments auxquels la Tunisie est partie, dont la Convention relative aux réfugiés des Nations unies, la Convention relative aux réfugiés de l'Organisation de l'unité africaine, la Convention contre la torture et le PIDCP.

منظمة العفو الدولية

تقرير موجز

5 يونيو/حزيران 2013

رقم الوثيقة: MDE 30/005/2013

### فرصة أخيرة للمشروع التونسي لتكريس حقوق الإنسان للجميع في دستور تونس الجديد

تجدد منظمة العفو الدولية دعواتها إلى "المجلس الوطني التأسيسي التونسي" (المجلس التأسيسي) لضمان أن يكفل بصورة تامة حقوق الإنسان للجميع، طبقاً للالتزامات تونس بمقتضى القانون الدولي لحقوق الإنسان، وسط توقعات بأن يصوت المجلس على مشروع الدستور الجديد، مادة تلو الأخرى، في القريب العاجل.

وقد جرى تعديل المشروع الثالث لدستور تونس الجديد، الذي طرح على المجلس التأسيسي في 22 أبريل/نيسان، عقب نقاشات بين الأحزاب السياسية، ونشر في 1 يونيو/حزيران. ونظراً لما هو متوقع من تصويت المجلس التأسيسي على النص، مادة تلو أخرى، ثم على النص بأكمله، فإن منظمة العفو الدولية تحض على أن تتم مواءمته مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان. وإذا لم ينل المشروع الكامل موافقة ما لا يقل عن ثلثي أعضاء المجلس التأسيسي، فسيطرح، في نهاية المطاف، على الاستفتاء الوطني العام.

ويتضمن النص ضمانات. لعدة حقوق اقتصادية واجتماعية وثقافية، بما في ذلك أحكاماً تتعلق بالحق في العمل على قدم المساواة، والحق في تشكيل النقابات، والحق في التعليم وفي الصحة. وحُذفت من مسودة 1 يونيو/حزيران قيود كانت قد فرضت على الحق في الإضراب. بيد أن منظمة العفو الدولية تشعر ببواعث قلق بشأن عدم احتواء المشروع على الحق في السكن المناسب، وعدم حظره عمليات الإخلاء القسري.

وأبقى مشروع الدستور على عدم فرض قيود على تجريم التعذيب. ويتضمن أحكاماً إيجابية بالمقارنة مع المسودتين الأولى والثانية، اللتين نوقشتا في أغسطس/آب وديسمبر/كانون الأول 2012، ولا سيما بتضمينه نصاً بشأن الحق في اللجوء.

غير أن المشروع الحالي، وعلى الرغم من التعديلات التي أدخلت منذ 22 أبريل/نيسان، قد ظل يقوض مبادئ أساسية للقانون الدولي لحقوق الإنسان، من قبيل عالمية حقوق الإنسان وسيادة القانون الدولي على القانون الوطني. ويطرح المشروع الأخير فكرة الحق في حرية الرأي، ولكنه لا يكفل صراحة اعتناق الشخص ديناً أو معتقداً من اختياره، أو ممارسته أي ديانة يشاء، ولا يحدد الأسس التي يحظر التمييز بناء عليها.

ويقيّد المشروع أيضاً بعض الحقوق الأساسية، كالحق في حرية التعبير والتجمع السلمي وتكوين الجمعيات والانضمام إليها، والحق في حرية التنقل، جراء تضمينه قيوداً غامضة الصياغة تنتقص، في نهاية المطاف، من الحقوق المنصوص عليها. ولا يحدد على وجه الدقة أي حقوق يمكن تعطيلها في حالة الطوارئ، بينما يفرض قيوداً على الحق في الحياة لا ترقى إلى مستوى التزامات تونس الدولية لحقوق الإنسان.

ولا يتضمن مشروع الدستور الأخير كذلك الضمانات اللازمة لكفالة استقلال القضاء، والحق في محاكمة عادلة، كما لا يفرض حظراً تاماً على المعاملة أو العقوبة القاسية واللاإنسانية والمهينة، أو ينص على احترام مبدأ عدم الإعادة القسرية.

وتحض منظمة العفو الدولية المجلس التأسيسي على إظهار ميزات القيادة واحترام تطلعات ملايين التونسيين الذين تظاهروا في 2011 ضد القمع والظلم، في صياغته للدستور الجديد. فينبغي أن يشكل دستور تونس الجديد علامة على قطيعة حقيقية مع ماض شابته الانتهاكات، وأن يصبح أداة قوية لحماية حقوق الإنسان.

وينبغي على "المجلس الوطني التأسيسي التونسي" تنقيح مسودات المواد التالية التي تقوض حقوق الإنسان، والتصدي للثغرات المتبقية في مجال حماية حقوق الإنسان:

#### 1. عالمية حقوق الإنسان وحرية الفكر والرأي والعقيدة والدين وعدم التمييز

• عالمية حقوق الإنسان وسيادة القانون الدولي لحقوق الإنسان على القانون الوطني

تُقيم الديباجة الأسس التي ينبنى عليها الدستور على المبادئ الأساسية للإسلام وأهدافه، على أساس الانفتاح والاعتدال، وعلى القيم الإنسانية الرفيعة والمبادئ العالمية لحقوق الإنسان. وقد حُذف النص الذي يشترط تساوق مبادئ حقوق الإنسان العالمية مع "الخصوصيات الثقافية للشعب التونسي".

وتنص المادة 19 من المشروع على سيادة الاتفاقيات الدولية التي يصادق عليها البرلمان على القوانين الوطنية، ولكنها تظل أدنى من مستوى أحكام الدستور.

ويمكن لمثل هذه الأحكام أن تتيح لتونس التراجع عن التزاماتها الدولية في مضمار حقوق الإنسان بذريعة أنها لا تتماشى مع الدستور، أو مع المبادئ الأساسية للإسلام.

وفضلاً عن ذلك، تنص المادة 141 على أنه لا يجوز لأية مراجعة دستورية تقويض مكانة الإسلام كدين للدولة، وهو نص تخشى منظمة العفو الدولية احتمال أن يؤول على نحو يقوّض حقوق الإنسان، بما في ذلك الحق في حرية الفكر والرأي والعقيدة، وكذلك مبدأ عدم التمييز والمساواة أمام القانون.

إن مثل هذه الأحكام تتناقض مع "إعلان وبرنامج عمل فيينا"، الذي اعتمده "المؤتمر العالمي بشأن حقوق الإنسان" في 25 يونيو/حزيران. 1993. وينص على ما يلي:

" جميع حقوق الإنسان عالمية وغير قابلة للتجزئة ومتراصلة ومتشابكة، ويجب علي المجتمع الدولي أن يعامل حقوق الإنسان علي نحو شامل وبطريقة منصفة ومتكافئة، وعلي قدم المساواة، وبنفس القدر من التركيز. وفي حين أنه يجب أن توضع في الاعتبار أهمية الخاصيات الوطنية والإقليمية والإقليمية ومختلف الخلفيات التاريخية والثقافية والدينية، فإن من واجب الدول، بصرف النظر عن نظمها السياسية والاقتصادية والثقافية، تعزيز وحماية جميع حقوق الإنسان والحريات الأساسية."

كما أنها تخالف المادة 27 من "اتفاقية فيينا بشأن قانون المعاهدات"، التي تنص على أنه "لا يجوز لطرف في معاهدة أن يحتج بنصوص قانونه الداخلي كمبرر لإخفاقه في تنفيذ المعاهدة".

وتدعو منظمة العفو الدولية المجلس التأسيسي إلى تضمين الدستور حكماً يمنح المعاهدات الدولية والإقليمية لحقوق الإنسان والقانون الدولي العرفي لحقوق الإنسان قوة القانون في النظام القانوني الوطني لتونس. ويتعين أن يوضح بأنه ينبغي تأويل القوانين الوطنية والدستور على نحو يتساوق تساوفاً تاماً مع هذه الالتزامات الدولية لحقوق الإنسان.

#### • حرية الفكر والرأي والعقيدة والدين

جرى تعديل المشروع الذي عرض على المجلس التأسيسي في 22 أبريل/نيسان ليتضمن كفالة الدولة لحرية الرأي، وكذلك حرية العقيدة والممارسة الدينية.

ويعرّف مشروع الدستور الحقوق في حرية الرأي والعقيدة والدين بأنها واجب من واجبات الدولة، ولكنه لا يكفل هذه الحقوق باعتبارها حقوقاً لكل فرد.

وتحض منظمة العفو الدولية المجلس التأسيسي على ضمان أن يكفل الدستور الجديد صراحة الحق في أن يكون الشخص متديناً أو أن يتبنى ديناً أو عقيدة من اختياره، أو في عدم ممارسة أي دين، وأن يحدد تخصيصاً أنه لا ينبغي إخضاع أي شخص للإكراه بصورة تنتقص من حريته في أن يكون له أو لها دين أو عقيدة من اختياره، أو في تبني مثل هذا الدين أو العقيدة.

#### • عدم التمييز

يتضمن المشروع الحالي أحكاماً سابقة لم تكفل بصورة تامة مبدأ عدم التمييز أو تقوّضه. فالمادة 20، التي تنص على ما يلي: "المواطنون والمواطنات متساوون في الحقوق والواجبات، وهم سواء أمام القانون من غير تمييز"، تستثني غير التونسيين، وهو أمر يتناقض مع التزامات تونس بموجب القانون الدولي لحقوق الإنسان في احترام الحقوق الإنسانية لكل شخص موجود في إقليمها. ويخضع لولايتها. القضائية. كما أنه لا يحدد، مثله مثل المشاريع السابقة، الأسس الأخرى المحظورة للتمييز، كالعرق أو اللون أو اللغة أو الدين أو الرأي السياسي أو غيره من الآراء، أو الأصل القومي أو الاجتماعي، أو الملكية أو المولد أو أي وضع آخر.

وتتضمن المادة 45 أحكاماً إيجابية، حيث تنص على كفالة الدولة لحماية حقوق المرأة وتدعم حقوقها المكتسبة. كما تكفل فرصاً متساوية للرجال والنساء في تولي المسؤوليات وتلغي جميع أشكال العنف ضد المرأة. بيد أنها لا تحدد بوضوح أن الرجال والنساء متساوون أو تؤكد على الحق في المساواة التامة في القانون والواقع الفعلي، وفي الفرص في جميع مناحي الحياة، المدنية والثقافية والاقتصادية والسياسية والاجتماعية، وفق التعريف الذين تحدده المعايير الدولية لحقوق الإنسان.

كما استمر المشروع الحالي في النص تحديداً على أنه لا يجوز إلا للمسلم أن يصبح رئيساً للجمهورية.

إن على المجلس التأسيسي ضمان شمول غير التونسيين بعدم التمييز والمساواة، وإجمالاً، أي شخص يخضع للولاية القضائية للسلطات التونسية. فضلاً عن ذلك، ينبغي أن يحدد الدستور الجديد الأسس التي يحظر التمييز بناء عليها، بما في ذلك العرق. أو اللون أو الجنس أو اللغة. أو الدين أو الرأي السياسي أو غيره من الآراء، أو الأصل القومي أو الاجتماعي، أو الملكية أو المولد أو أي وضع آخر. كما ينبغي أن يعترف بحق المرأة والرجل في المساواة، وبحقهما في المساواة التامة في القانون والواقع الفعلي، وفي الحصول على فرص متكافئة في جميع مناحي الحياة، بما في ذلك، ودونما قيود، في المجالات المدنية والثقافية والاقتصادية والسياسية والاجتماعية.

## 2. القيود الكاسحة على حقوق الإنسان وتعليقها

بينما يكرس مشروع الدستور عدداً من حقوق الإنسان الأساسية، كالحق في الحياة وفي حرية التعبير والتجمع وتكوين الجمعيات والانضمام إليها، وفي حرية التنقل، تسمح الأحكام التي تكفل هذه الحقوق بقيود غامضة الصياغة يمكن أن تستخدم في تقييد ممارسة هذه الحريات الأساسية على نحو تعسفي. ويفتح مشروع الدستور الأبواب كذلك لتعطيل الحقوق عند إعلان حالة الطوارئ. إذ ينص مشروع الدستور على أنه يمكن تقييد الحقوق والحريات، إذا لم يجر التعدي على جوهرها ونُص على ذلك بقانون، من أجل حماية حقوق الآخرين، أو لضرورات السلامة العامة أو الأمن الوطني أو الصحة العامة. ولكن المشروع لا ينص على أن ثمة حقوقاً لا يجوز تعطيلها. وعلى أن هذه يجوز تقييدها فقط بصورة استثنائية لتحقيق هدف مشروع، وعلى نحو واضح الضرورة، فقط بصورة متناسبة مع ضرورات حماية ذلك الغرض.

وبينما يتقبل "العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية" فرض قيود على حرية التنقل وحرية التعبير والتجمع وتكوين الجمعيات والانضمام إليها، إلا أنه يسمح بمثل هذه القيود فقط إذا جرى النص عليها في القانون، وكانت ضرورية، في مجتمع ديمقراطي، لحماية الأمن الوطني، أو النظام العام، أو الصحة أو الآداب العامة، أو حقوق وحريات الآخرين، وإذا كانت متساوقة مع الحقوق الأخرى التي يعترف بها العهد. وقد حددت "لجنة حقوق الإنسان" التابعة للأمم المتحدة، في تعليقاتها العامة رقم 10 و 22 و 27 و 34، الظروف التي يمكن فيها فرض قيود على الحقوق.

وينص مشروع الدستور الحالي على إمكان تعطيل الحق في الحياة "في حالات قصوى ينص عليها في القانون". كما يحدد الشروط لإعلان حالة الطوارئ، ولكن دون ذكر أن حقوقاً إنسانية وحرية أساسية بعينها غير قابلة. للتعطيل. في أي وقت من الأوقات، وفق ما أوضحت لجنة حقوق الإنسان في تعليقها العام رقم 29.

#### • حرية الرأي والتعبير

على الرغم من ضمان حرية تكوين الجمعيات والانضمام إليها، وحرية التجمع، وحرية التعبير الذي تتضمنه المواد 30 و 31 و 34 و 36، على التوالي، فإن نصوص هذه المواد يمكن أن تسمح بتقييد هذه الحقوق تعسفاً في القوانين الوطنية.

فالمادة 30، ورغم أنها تكفل الحق في حرية الرأي والفكر والتعبير والإعلام والنشر، تنص على أنه يجوز تقييدها بقانون يحمي حقوق الغير وسمعتهم وسلامتهم وصحتهم؛ بينما تكفل المادة 31 الحق في النفاذ إلى المعلومة "في حدود عدم المساس بالأمن الوطني والمصلحة العامة أو المعلومات الشخصية للآخرين".

ويساور منظمة العفو الدولية قلق بسبب عدم ضمان مسودة الدستور الحالية الحماية الكاملة لحرية التعبير، حيث تعرض صحفيون ومدونون ونقاد وفنانون، في السنة الماضية، للتهديد بالمقاضاة، وحتى بالسجن، لا لسبب إلا لتعبيرهم السلمي عن آرائهم.

وتدعو منظمة العفو الدولية "المجلس الوطني التأسيسي" إلى تنقيح هذه المواد حتى تتماشى مع التزامات تونس بموجب المادة 19 من "العهد لدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية"، والتي أوصحتها. "لجنة حقوق الإنسان" في تعليقها العام رقم 10 و 34، اللذين يقضيان بوجوب تحديد أية قيود تفرض على هذه الحقوق بقانون، وذلك بغرض حماية هدف مشروع وضروري ومتناسب على نحو يمكن تبيانه.

#### • حرية التجمع وتكوين الجمعيات والانضمام إليها.

تنص المادة 34 على أن القانون ينظم الإجراءات لتشكيل الأحزاب والنقابات والجمعيات. وبالمثل، تنص المادة 36 على أن يمارس الحق في التجمع السلمي وفقاً للإجراءات التي ينص عليها القانون.

وفيما يتعلق بالتجمع السلمي، أكد مقرر الأمم المتحدة الخاص المعني بالحقوق في حرية التجمع السلمي وتكوين الجمعيات تحديداً على أن "ممارسة الحريات الأساسية لا ينبغي أن تخضع لتصريح مسبق من جانب السلطات... وإنما، وفي أقصى الحالات، لإجراءات بالإخطار المسبق". ودعا الدول إلى أن تتبنى هذا الافتراض المنحاز إلى حرية التجمع صراحة في القانون.

وتدعو منظمة العفو الدولية المجلس التأسيسي إلى أن يعكس هذه الفرضية في الدستور وإلى ضمان أن تكون القيود التي تفرض على حرية التجمع وتكوين الجمعيات، ضرورية ضرورة صارمة في مجتمع ديمقراطي لما فيه مصلحة الأمن الوطني والسلامة العامة والنظام العام وحماية الصحة أو الآداب العامة، أو لحماية حقوق وحرية الغير.

#### • حرية التنقل



تنص المادة 23 على أنه يتعين على الدولة حماية حق الشخص في اختيار مكان إقامته، وفي الانتقال بحرية داخل البلاد، وحقه في مغادرتها. بيد أن مشروع الدستور يسمح بتقييد هذه الحقوق حسبما يقررها القانون، ويخضعها لقرارات المحاكم. لكنه لا يأتي على ذكرها إذا كانت مثل هذه القيود يجب أن تكون استثنائية أو محددة على نحو صارم بتلك التي يسمح بها في المادة 12(3) من "العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية"، وبحيث لا تقوض جوهر الحق في حرية التنقل.

وتؤكد "لجنة حقوق الإنسان"، في الفقرة 13 من التعليق العام رقم 27 بشأن حرية التنقل على ما يلي:

"وينبغي للدول، لدى اعتمادها القوانين التي تنص على القيود المسموح بها في الفقرة 3 من المادة 12، أن تسترشد دائماً بالمبدأ القائل بعدم إعاقة جوهر الحق من جراء القيود (أنظر. الفقرة 1 من المادة 5): ويجب أن تُقلب العلاقة بين الحق والقيود، بين القاعدة والاستثناء. وينبغي للقوانين التي تجيز تطبيق القيود أن تستخدم معايير دقيقة، ولا يجوز لها أن تمنح المسؤولين عن تنفيذها حرية غير مقيدة للتصرف حسب تقديراتهم."

وتدعو منظمة العفو الدولية المجلس التأسيسي إلى تضمين الدستور بنداً ينص على التقييد التام لأية قيود تفرض على الحق في حرية التنقل بالمادة 12(3) من "العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية"، وعلى اتساقها مع حقوق الإنسان الأخرى، وبخاصة الحق في المساواة وعدم التمييز؛ وعلى حق أي شخص يخضع لتقييد لحقه في حرية التنقل بأن يعرف أسباب التقييد وسبل الطعن. في ذلك التقييد.

#### • الحق في الحياة

تنص المادة 21 على أن الحق في الحياة مقدس، ولا يمكن تقييده إلا في حالات قصوى ينص عليها القانون، ولذا فهي لا تحترم الحق في الحياة احتراماً تاماً. وما زال القانون التونسي يجيز فرض عقوبة الإعدام على 21 جريمة، بعضها لا ينجم عنه عواقب مميتة. وقد ردت تونس على توصيات "المراجعة الدورية العالمية" لمجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة، المقدمة في سبتمبر/أيلول 2012 بإلغاء عقوبة الإعدام، بالقول إن هذه المسألة ينبغي أن تخضع أولاً لحوار وطني.

وتدعو منظمة العفو الدولية المجلس التأسيسي إلى تعديل هذا النص لكفالة الحق في الحياة كفالة تامة في الدستور الجديد.

#### • حالة الطوارئ

يجيز مشروع الدستور الحالي للرئيس، بموجب المادة 79، فرض حالة الطوارئ تحت ظروف خاصة، ولكنه لا يتساق مع المعايير الدولية المتعلقة بحالات الطوارئ. وينبغي أن تُضمن في الدستور صراحة الظروف التي يسمح فيها بتعطيل بعض الحقوق، كما وصفها المادة 4 من "العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية" ولجنة حقوق الإنسان، وكذلك الحقوق غير القابلة للتعطيل، والقيود المفروضة على تدابير التعطيل، كما نصت عليها المادة 4 من العهد الدولي وقامت بتفصيلها "لجنة حقوق الإنسان".

حيث تخصص المادة 4 من العهد الدولي صراحة عدداً من الأحكام التي لا يمكن عدم التقييد بها في أي وقت من الأوقات: وهي الحق في الحياة؛ وفي الحرية من التعذيب وغيره من ضروب سوء المعاملة؛ والحرية من العبودية؛ وحق الشخص في أن لا

يقبض عليه بسبب عدم قدرته على الوفاء بالتزام تعاقدي؛ ومبدأ القانونية في مجال القانوني الجنائي؛ والاعتراف لكل شخص بشخصيته أمام القانون؛ وحرية الفكر والرأي والدين.

ويوضح التعليق العام رقم 29 الصادر عن "لجنة حقوق الإنسان" أنه من غير الجائز ضمناً تعطيل عدد آخر من الأحكام الواردة في العهد الدولي. وعلى سبيل المثال "لا يجوز للدول الأطراف أن تلجأ تحت أي ظرف إلى المادة 4 من العهد لتبرير تصرف ينتهك القانون الإنساني أو القواعد الأمرة للقانون الدولي، مثل اختطاف الرهائن. أو فرض عقوبات جماعية أو الحرمان التعسفي من الحرية أو الخروج عن المبادئ الأساسية للمحاكمة العادلة، بما في ذلك افتراض البراءة".

ويتعين على المجلس التأسيسي ضمان أن يحدد الدستور الجديد صراحة الحقوق التي يجوز تعطيلها. في حالة الطوارئ.

3. عدم كفاية الضمانات لاستقلال القضاء وللمحاكمة العادلة، وللحماية من التعذيب وغيره من ضروب سوء المعاملة.

#### • استقلال القضاء

يعتبر استقلال القضاء شرطاً أساسياً مسبقاً للاحترام التام لحقوق الإنسان، سواء لأنه مطلوب. صراحة كמكون من مكونات الحق في محاكمة عادلة، أو لأنه من المتوقع. أن يلعب القضاة دوراً حاسماً في ضمان احترام حقوق الإنسان وإنفاذها بصورة عامة، ويتعين لذلك كفالة استقلالهم حتى يقوموا بدورهم على نحو فعال.

ويساور منظمة العفو الدولية قلق على نحو خاص بشأن تكوين. "المجلس الأعلى للقضاء" وبسبب عدم الكفالة الصريحة للمبدأين الأساسيين المتمثلين بعدم جواز عزل القضاة وبوجود الضمانات المهمة. للمحاكمة العادلة.

حيث ينص الباب الخامس من مشروع الدستور على أن القضاء مستقل وأن القضاة مستقلون، ولا سلطان عليهم في قضائهم لغير الدستور والقانون.

بيد أنه لا ينص بوضوح على أن القضاة مستقلون استقلالاً تاماً عن الفرع التنفيذي وعن الهيئة التشريعية. وكذلك لا ينص على الضمانات الكافية، خصوصاً فيما يتصل بتعيين القضاة وحصانتهم وترقيتهم وتأديبهم، لضمان أن يكون القضاء مستقلاً ومحايلاً فعلاً. فالمبدأ الأساسي لضمان حصانة القضاة من العزل غير موجود في المسودة الحالية.

وتنص المادة 101 على أنه يتعين للقضاة أن يكونوا محايدين وأكفاء ونزيهين، وتنص المادة 102 على أن القضاة يتمتعون بالحصانة القضائية، التي لا يجوز رفعها عنهم إلا من قبل "المجلس الأعلى للقضاء". كما تنص المادة 104 على عدم جواز نقل القضاة دون موافقتهم ولا يجوز عزلهم أو إيقافهم أو إخضاعهم للعقوبات التأديبية إلا في حالات بعينها وطبقاً للضمانات التي ينص عليها القانون، وبناء على توصية معللة من جانب "المجلس الأعلى للقضاء".

وبينما ينص مشروع الدستور الحالي على إجراءات لتعيين القضاة وحصانتهم وترقيتهم وإيقافهم وعزلهم، إلا أنه لا يحدد المعايير الموضوعية، كما لا ينص على وجوب أن يتساق ذلك تساوقاً تاماً مع متطلبات العهد الدولي، وفق ما أوضحته. "لجنة حقوق الإنسان" و"مبادئ الأمم المتحدة الأساسية بشأن استقلال السلطة القضائية". كما إنه لا يقضي بأنه ينبغي تعيين القضاة بناء على الكفاءة والتدريب والمؤهلات. دون تمييز.

ويحدد الباب الخامس أيضاً ضمانات وواجبات معينة "للمجلس الأعلى للقضاء"، وهو الهيئة التي توصي بتعيين القضاة وتشرف على عملهم. ولكن المواد ذات الصلة في المشروع تقصر عن توفير الضمانات لاستقلال الهيئة القضائية عن السلطتين التنفيذية والتشريعية. وفضلاً عن ذلك، ليس هناك من تحديد للمعايير والإجراءات المتبعة في تعيين أعضاء السلطة القضائية، بمن فيهم بعض القضاة والموظفين من غير القضاة، الذين يألفون مجتمعين أكثر من نصف عضوية "المجلس الأعلى للقضاء". ويترك هذا الباب مفتوحاً أمام إمكانية أن تكون أغلبية عضوية "المجلس الأعلى للقضاء" تحت سيطرة السلطة التنفيذية، وهو ما يقوض استقلال السلطة القضائية.

لقد كانت السلطة القضائية تحت حكم الرئيس السابق بن علي ملحققة بالسلطة التنفيذية وافتقرت إلى الاستقلالية، وبالتالي جرى تجريف الثقة لدى التونسيين بقدره قضائهم على أن يطبق العدالة بحيادية وعلى نحو مستقل، وبحكم القانون. ولذا يجب على الدستور الجديد أن يكفل بصورة تامة استقلال السلطة القضائية وحيادية نظام العدالة. تحض منظمة العفو الدولية "المجلس الوطني التأسيسي" على ضمان وفاء أحكام الدستور الجديد بما يلي:

- النص بوضوح على أن السلطة القضائية مستقلة استقلالاً تاماً عن السلطة التنفيذية، وضمان استقلال "المجلس الأعلى للقضاء"؛
- تحديد أبعاد الأمن الوظيفي للقضاة (الحصانة من العزل)؛
- تضمين الدستور إجراءات نزيهة ومعايير موضوعية لتعيين أعضاء السلطة القضائية ومكافأهم وأمنهم الوظيفي وترقيتهم وإيقافهم عن العمل وعزلهم، وكذلك العقوبات التأديبية التي تتخذ ضدهم، على نحو يتساق مع مقتضيات العهد الدولي، وفق تأويلات "لجنة حقوق الإنسان"؛
- النص على إجراءات تتحدد بموجها. المكافآت المالية الكافية وظروف الخدمة وعائدات التقاعد وسن التقاعد. و يجب أن تتخذ هذه القرارات من قبل هيئة تكون هي نفسها مستقلة عن السلطة التنفيذية، ووفق إجراءات مستقلة؛
- تضمين الدستور أحكاماً يعين القضاة بموجبها استناداً إلى القدرات والتدريب والمؤهلات. دونما تمييز، بما في ذلك على أساس العرق أو اللون أو الجنس أو الدين أو الرأي السياسي أو سواه من الآراء، أو الأصل القومي أو الاجتماعي، أو الملكية أو المولد أو أي وضع آخر.

#### • الحق في الحرية والحق في محاكمة عادلة

تنص المادتان 26 و 28 على ضمانات معينة لحماية الحق في الحرية والحق في محاكمة عادلة، ولكن المسودة الحالية لا تزال تخلو من الضمانات المحددة التي تنص عليها المادة 14 من العهد الدولي. وفضلاً عن ذلك، تهدد أوجه القصور المتعلقة بالضمانات الدستورية لاستقلال القضاء أيضاً الحق في المحاكمة العادلة.

وينبغي للدستور الجديد أن ينص على المزيد من الضمانات، بما في ذلك الحق في المثول سريعاً أمام محكمة، وحق الموقوف في المحاكمة خلال فترة معقولة من الزمن أو الإفراج عنه؛ وضمانات الوصول إلى سبل فعالة للطعن في قانونية الاعتقال أمام محكمة، والأمر بالإفراج عنه إذا ما تبين أن الاعتقال غير قانوني؛ والحق في الاتصال بمحام مستقل على الفور عقب أي حرمان من الحرية؛ والحق في المحاكمة أمام محكمة مدنية عادية (باستثناء محاكمة المنتسبين إلى القوات المسلحة. على مخالفت تتعلق كلياً بالتأديب العسكري الداخلي، في الحد الأقصى).

## • حظر التعذيب

يساور منظمة العفو الدولية قلق من أن مشروع الدستور ما زال خالياً من أي تعريف للتعذيب يتماشى مع التعريف المنصوص عليه في المادة 1 من "اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة، أو العقوبة، القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة" (اتفاقية مناهضة التعذيب)، التي صادقت عليها تونس كدولة طرف، ومن أن المشروع لا يحظر صراحة المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة.

ونظراً لانتشار استخدام التعذيب وغيره من ضروب المعاملة والعقوبة القاسية واللاإنسانية والمهينة من قبل قوات الأمن وإدارات السجون، وفق ما جرى توثيقه تحت حكم بن علي، ولما ورد من تقارير بشأن قضايا تعذيب وغيره من ضروب سوء المعاملة في ظل السلطة الجديدة، يتعين أن يوفر الدستور الجديد الحماية الكاملة من مثل هذه الجرائم.

فينبغي تعديل مسودة الدستور الجديد كي تنص على تعريف للتعذيب يتساوق مع ما تنصوي عليه المادة 1 من اتفاقية مناهضة التعذيب، بما في ذلك: فرض حظر صريح على جميع ضروب المعاملة والعقوبة القاسية واللاإنسانية والمهينة، يشمل العقوبات القضائية البدنية؛ ويحدد بأنه ليس ثمة ظروف استثنائية، مهما كانت، سواء أكانت حالة حرب أو تهديد بالحرب، أم حالة عدم استقرار سياسي داخلي، أو أية حالة طوارئ عامة، أم أية أوامر صادرة عن موظف أو ضابط مسؤول، يمكن أن تبرر أيّاً من مثل هذه الأفعال؛ وكي يكفل الدستور أن لا يتم قبول أية معلومات من أي نوع، يتم الحصول عليها من خلال التعذيب أو غيره من صنوف المعاملة السيئة أو اللاإنسانية أو المهينة، كدليل في أية إجراءات. مهما كانت طبيعتها، إلا ضد الشخص المتهم بممارسة التعذيب وكدليل على أنه قد تم الإدلاء بهذه الأقوال.

## • اللاجئين وطالبو اللجوء ومبدأ عدم الإعادة القسرية

ترحب منظمة العفو الدولية بتضمين المسودة الثالثة للدستور في المادة 25 ضمانات للحق في اللجوء السياسي وحظراً على الإعادة القسرية للاجئين السياسيين.

وتدعو منظمة العفو الدولية "المجلس الوطني التأسيسي" إلى أن يركز على الصيغة الحالية للمادة 25 ليضمن تكريس الدستور للحق في طلب اللجوء والتمتع بحق اللجوء درءاً للاضطهاد وغيره من أشكال الأذى الخطيرة، بالاتساق مع التزامات تونس بموجب "الاتفاقية الخاصة بوضع اللاجئين" لسنة 1951، والبروتوكول الملحق بها لسنة 1969، و"الاتفاقية التي تحكم الجوانب المختلفة لمشاكل اللاجئين في أفريقيا" (اتفاقية منظمة الوحدة الأفريقية للاجئين).

وفضلاً عن ذلك، تحض المنظمة المجلس التأسيسي على ضمان تكريس الدستور للحق في الحماية من الإعادة القسرية، والحماية من الطرد والتسليم والترحيل والنقل، أو أي نوع آخر من الإبعاد القانوني أو خارج نطاق القضاء، إلى أي دولة أو أراض يمكن أن يواجه فيها الشخص المعني إمكانية حقيقية لأن يتعرض لانتهاكات أو إساءات خطيرة لحقوقه الإنسانية. إن مبدأ عدم الإعادة القسرية هو حجر الزاوية لنظام الحماية الدولية، وهو مكرس في معاهدات مختلفة تونس طرف فيها، بما فيها اتفاقية الأمم المتحدة الخاصة باللاجئين، واتفاقية منظمة الوحدة الأفريقية للاجئين، واتفاقية مناهضة التعذيب، و"العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية".